

195. Le Japon à travers le prisme de la presse française du XIX^e et du XX^e siècle (le 19 septembre 2023)

Situés en plein cœur de Paris, à proximité du Pont Neuf, les bouquinistes se bordent les berges de la Seine. Ces libraires de plein air, spécialisés dans les livres d'occasion, font partie intégrante du paysage parisien depuis l'achèvement du Pont Neuf au XVI^e siècle. Leurs longues rangées de boîtes vertes renfermant un éventail de trésors littéraires sont devenues une véritable attraction touristique de la capitale française.

Lors d'une promenade au bord de la Seine, j'ai remarqué que les bouquinistes ne se contentent pas uniquement de vendre des livres d'occasion. On y trouve aussi des magazines et journaux anciens, datant pour la plupart de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e. En fouillant un peu, j'ai trouvé des journaux avec des articles sur le Japon. Intriguée, j'ai décidé d'en acheter quelques-uns pour les lire.

Le premier quotidien que j'aimerais mettre en lumière est une édition du *Petit Parisien*, en date du 31 mars 1895. Fondé en 1876 et en circulation jusqu'en 1944, ce journal comptait parmi les titres les plus influents de l'époque. À la fin de la Première Guerre mondiale, son tirage dépassait deux millions d'exemplaires, ce qui le plaçait en tête des journaux les plus lus dans le monde. L'exemplaire que j'ai découvert est une édition spéciale : le « supplément littéraire illustré » publié chaque semaine. Il est particulièrement intéressant car il évoque la guerre sino-japonaise. Rappelons que la guerre sino-japonaise, conflit qui a opposé le Japon et la Chine (alors dynastie Qing) de l'été 1894 à 1895, a marqué l'histoire de ces deux nations. En mars, LI Hongzhang, représentant plénipotentiaire de la Chine, était arrivé à Shimonoseki, aujourd'hui situé dans le département de Yamaguchi au Japon. Il avait rencontré le Premier ministre de l'époque, ITO Hirobumi, et le ministre des Affaires étrangères, MUTSU Munemitsu, pour entamer des pourparlers en vue de mettre fin à la guerre. Le journal détaille les termes de la proposition de la Chine, laissant planer le suspense quant à la réception de ces concessions par le Japon. On y trouve également une gravure de LI Hongzhang au moment de quitter Pékin (photo ci-contre). Ce n'est que plus tard, le 17 avril 1895, que le Traité de Shimonoseki fut finalement signé. Par le biais de ce journal,



Le Japon vu en France par nos diplomates de l'Ambassade du Japon

on peut constater que la situation géopolitique de l'Asie de l'Est de l'époque n'était pas inconnue des lecteurs français.

Dans un autre quotidien, *Le Petit Journal*, publié de 1863 à 1944, j'ai également repéré des articles concernant le Japon. Ce journal proposait également une édition hebdomadaire « le supplément illustré » chaque dimanche. Le numéro du 27 octobre 1901 relate l'inauguration d'un mémorial à Kobe, dans le département actuel du Hyogo, en hommage aux militaires disparus suite à une collision entre un navire de guerre français et un croiseur japonais (photo de droite). Un autre article, daté du 22 mars 1922, rapporte



une inondation provoquée par la fonte des neiges. À cette époque, le Japon connaissait un enneigement plus important qu'aujourd'hui, et les mesures de prévention des inondations étaient insuffisantes. Au printemps, la fonte des neiges faisait augmenter le niveau des rivières, entraînant des inondations dans de multiples régions. L'article est agrémenté d'une illustration de la catastrophe (photo de gauche). Cependant, pour les Japonais, celle-ci semble plutôt représenter la Chine que le Japon. En effet, les coiffures et les tenues vestimentaires des personnages, les bâtiments aux toits rouges ainsi que les lions sont des éléments généralement associés à la Chine. À une époque dépourvue de télévision et d'internet, les illustrateurs devaient s'appuyer sur des informations limitées, expliquant ces divergences avec la réalité.

Il est surprenant de constater qu'en France, plus d'un siècle auparavant, un large éventail d'actualités sur le Japon, y compris des informations sociétales, était partagé avec le public.